

Nîmes, le 21 JUIN 2022

Subdivision Carrières

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté Préfectoral complémentaire N° 2022-024 DREAL

modifiant les conditions d'exploitation et des garanties financières de la carrière exploitée sur la commune de Moulezan au lieu-dit "Visseau du Corbeau et La Combe Posada" par la société POLYCOR FRANCE

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.511-1, L.516-1, R.181-45, R.181-46, R.516-1 ;

VU la loi n°2010-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, notamment son article 35 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation des carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n°09-004N du 21 janvier 2009 autorisant la société ROCAMAT PIERRE NATURELLE à exploiter une carrière de calcaire et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Moulezan au lieu-dit « Visseau du corbeau et la Combe Posada » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°15-113N du 28 juillet 2015 concernant les accès à la carrière de calcaire autorisée sur le territoire de la commune de Moulezan au lieu-dit « Visseau du corbeau et la Combe Posada » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-036N du 11 avril 2019 concernant le changement d'exploitant d'une carrière à ciel ouvert de calcaire exploitée sur la commune de Moulezan au lieu-dit « Visseau du corbeau et la Combe Posada » ;

Vu la demande du 26 janvier 2022 complétée le 17 février 2022 présentée par la société POLYCOR FRANCE demandant la modification des conditions d'exploitation de la carrière ;

Vu l'avis de la DRAC reçu par mail du 11 mars 2022 ;

Vu le rapport du 3 juin 2022 de l'inspection des installations classées ;

Vu la transmission du 03 juin 2022 du rapport d'inspection à l'exploitant ;

VU la réponse en date du 06 juin 2022 de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la demande concerne la modification de la 3^e phase quinquennale d'exploitation du fait des retards pris au cours des phases précédentes, des besoins d'espaces pour effectuer les opérations en bonne sécurité dans le carreau de la carrière et afin de préparer les opérations en fin d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que la modification d'emprise n'interfère pas avec les opérations de fouilles archéologiques liées à la présence d'anciennes carrières romaines ;

CONSIDÉRANT que la modification d'emprise est inférieure à 25 ha et n'engendre aucune augmentation de la capacité autorisée, ni allongement de la durée d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que la modification présentée peut être ainsi considérée comme notable mais non substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces modifications nécessitent des actualisations des dispositions de l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT qu'il y a ainsi lieu de modifier les dispositions de l'arrêté d'autorisation ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Modification du classement de la carrière

La société POLYCOR FRANCE dont le siège se situe « Les Carrières » - 89440 Massangis, exploitant la carrière située au lieu-dit « Visseau du corbeau et la Combe Posada » sur la commune de Moulezan est tenue de respecter les dispositions suivantes.

Les dispositions de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral n°09-004N susvisé sont modifiées de la façon suivante :

Les installations autorisées sont visées comme suit à la nomenclature des installations classées :

Désignation de l'installation et taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Régime
Exploitation de carrière	2510-1	Autorisation
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous rubrique 2515-2. La puissance de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 300 kW	2515-1	Enregistrement
Station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant : supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² (environ 9 000 m ²)	2517-2	Déclaration
Installation de remplissage ou de distribution de liquide inflammable.	1434	Non classable

ARTICLE 2 : Modification des conditions d'exploitation

Les dispositions de l'article 10.1.1. de l'arrêté préfectoral n°09-004N susvisé sont modifiées de la façon suivante :

La carrière est exploitée et remise en état conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de la demande modifiée et complétée et de la demande effectuée le 17 février 2022 sur la 3^e phase quinquennale pour tenir des dispositions de l'arrêté préfectoral n°09-004N susvisé et du présent arrêté.

Le schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3 : Remise en état du site

Les dispositions de l'article 8.3 de l'arrêté préfectoral n°09-004N susvisé sont modifiées de la façon suivante :

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état ne sera réalisée qu'avec des matériaux non susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines.

Conformément aux indications de l'étude d'impact, le site est restitué en fin d'exploitation, dans un état permettant sa réutilisation à des fins d'espace naturel.

D'une façon générale, le site est remis dans un état tel que soit garantie la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement susvisé.

En particulier, le sol est débarrassé des éléments polluants ou encombrants incompatibles avec la vocation ultérieure du site et remis dans une forme facilitant cette utilisation ultérieure.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard six mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas où l'autorisation d'exploiter a été renouvelée.

La remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site et en adéquation avec les plans présentés en annexe.

ARTICLE 4 : Garanties financières

Les dispositions de l'article 1.10.2.2. de l'arrêté préfectoral n°09-004N susvisé sont modifiées de la façon suivante :

Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée pour la période allant du 21 janvier 2019 au 21 janvier 2024.

Le montant minimum de référence des garanties financières est fixé à 149 398,7 €

L'indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières mentionnée ci-dessus a été fixé à 758,66 (indice calculé à partir de l'indice d'août 2021 égal à 116,1).

ARTICLE 5 : Délais et voies de recours (art. L.171-11 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de plein juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais

prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr

ARTICLE 6 : Information des tiers (art. R.171-1 du code de l'environnement) et Exécution
Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

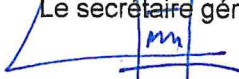
Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques, <https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Le présent arrêté sera notifié à la société POLYCOR FRANCE.

Ampliation en sera adressée à :

- monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,
- monsieur le maire de la commune de Moulezan,
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La préfète
Pour la préfète,
Le secrétaire général

Frédéric LOISEAU